

Retranscription du point de presse hebdomadaire de l'ONUCI

(Abidjan, le 21 octobre 2010)

Hamadoun Touré (Porte-parole de l'ONUCI) : Mesdames et Messieurs bonjour. Bienvenue à ce point de presse hebdomadaire de l'ONUCI. Aujourd'hui nous aurons un invité en la personne du Représentant de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), accompagné par une personnalité que vous n'avez pas l'habitude de voir peut-être. Il s'agit du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, qui est Coordonnateur résident du PNUD et aussi coordonnateur humanitaire, je pense que je n'oublie aucune casquette, il s'agit de M NDolamb NGokwey, Avant l'intervention du Représentant de l'OMS, M NGokwey va dire quelques mots en guise d'introduction. Le Représentant de l'OMS, je vous le redis est notre invité dans le cadre du lancement de la campagne de vaccination contre le virus de la poliomélyélite qui commence le 26 octobre prochain. Avant sa présentation, je voudrais juste vous exposer les activités du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire dans le cadre du processus de paix mais également les initiatives que nous prenons en vue d'un environnement électoral apaisé au sein de l'ONUCI.

Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, YJ Choi, a eu des entretiens séparés mercredi avec le Président du Rassemblement des Républicains (RDR), Alassane Dramane Ouattara et le Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI), Youssouf Bakayoko. Il s'agissait pour lui d'examiner avec eux l'évolution du processus électoral à une dizaine de jours du scrutin présidentiel.

M Choi a renouvelé à ces deux personnalités l'appui de la Mission pour assurer le succès du scrutin présidentiel du 31 octobre 2010. Il leur a fait part des réalisations de l'ONUCI en coopération avec la CEI et l'Unops, qui a déposé la totalité des cartes d'identité et des cartes d'électeur dans tous les lieux de vote.

L'ONUCI observe que la campagne électorale se déroule dans des conditions satisfaisantes. Elle exhorte toutes les parties concernées à se fixer comme objectif la date du 31 octobre 2010. A ce sujet, l'ONUCI encourage la CEI à faire le dernier saut en vue de la tenue des élections à terme échu.

L'ONUCI note avec intérêt la centralisation des résultats et encourage les Commissaires de la CEI à organiser cette centralisation sous le sceau de la

transparence et de l'intégrité des résultats en mettant sur pied des mesures appropriées qui rassurent.

Dans le cadre de ses activités, l'ONUCI organise le 25 octobre prochain, un atelier d'échanges et d'information avec les leaders d'opinion du Département d'Aboisso, dans le Sud Comoé. Une soixantaine de participants représentant des groupements de la jeunesse, de la chefferie traditionnelle et des associations féminines sont attendus à cet événement qui fait partie de la campagne de sensibilisation en faveur d'un environnement électoral apaisé.

Plusieurs activités avaient déjà été menées dans de Département d'Aboisso et il s'agissait pour nous de continuer le suivi pour solliciter l'engagement et l'adhésion de toutes les couches de la population pour des élections apaisées dans le Département.

Par ailleurs, la Mission poursuit ses séminaires régionaux pour le renforcement des capacités de la société civile ivoirienne quant à son rôle et à ses responsabilités en période électorale.

A cet effet, la ville de Bondoukou abrite du 26 au 27 octobre, un séminaire régional regroupant la société civile du Zanzan et du Moyen Comoé pour son implication en faveur d'un environnement électoral apaisé. Des outils seront mis à la disposition des participants pour mieux s'approprier des concepts liés à la promotion de la culture de la paix et de la cohésion sociale durant toute la période électorale.

Enfin, l'ONUCI remettra ce samedi 23 octobre 2010 au stade de la Haute Fréquence de la RTI, le trophée Fair-play à l'équipe qui aura fait montre de toutes les qualités que requiert le fair-play lors du tournoi de la Confraternité organisé par l'Union Nationale des Journalistes de Côte d'Ivoire (UNJCI).

Cette année, cette remise revêt un accent particulier car les médias jouent un rôle important dans la sortie de crise mais surtout à quelques jours de la tenue du scrutin présidentiel, les journalistes, je veux parler de la radio, de la télévision, de la presse écrite et de la presse en ligne, sont invités à respecter l'éthique et la déontologie et à faire preuve de davantage de professionnalisme.

C'est la seconde fois consécutive que l'ONUCI met en jeu le trophée fair-play et pour rappel, la mission onusienne a organisé le week-end dernier, cinq tournois de football appelé "Tournoi de la fraternité" dans cinq endroits différents du territoire ivoirien. Tout cela concourrait à créer les conditions d'un environnement électoral apaisé. Le tournoi a eu lieu à Abidjan (Treichville), à Adzopé, à Bouaké, à Odienné et à Zagné (près de Duékoué.). Voilà ce que j'avais pour vous. Avant de donner la parole à M NGokwey, je voudrais savoir si vous avez des questions pour moi, comme cela j'y réponds si je peux, ensuite nous passerons au Représentant de l'OMS. Je vous prie de vous identifier en indiquant votre nom et l'organe de presse que vous représentez ici.

Zéphirin Gohia (Fraternité Matin) : Ma question est relative à la campagne électorale. Selon le dernier numéro du magazine Jeune

Afrique, l'ONUCI prépare un schéma de sécurisation du processus électoral en cas de trouble. Je voudrais savoir si le porte-parole confirme ces allégations et en quoi consiste ce schéma B de sécurisation du processus électoral ?

HT : Je ne suis pas informé d'un schéma B. Je sais en revanche que l'ONUCI et Licorne que nous appelons les forces impartiales travaillent avec les Forces ivoiriennes regroupées au sein du Centre de commandement intégré (CCI) pour assurer la sécurisation des élections. Nous allons appuyer le CCI et c'est à ce titre qu'il ya des rencontres régulières que nous appelons la rencontre des quatre généraux pour voir comment assurer la sécurisation du scrutin. Comme vous le savez, conformément à l'Accord 4 de Ouagadougou (Ouaga 4), la sécurisation du processus électoral est du ressort premier du CCI et les Forces impartiales viennent en appui. C'est de cela qu'il s'agit. Et pour cela, nous sommes prêts à tout faire pour qu'il y ait la sécurité, dans le cadre bien sûr de notre mandat et des ressources à notre disposition et de l'endroit où nous sommes déployés. Et le travail du Représentant spécial, puisque vous avez fait référence à cet article, est de sauvegarder les résultats. C'est ce qui lui importe en tant que certificateur, et c'est à cela qu'il va s'employer.

Bamba Inza (Nord Sud Quotidien) : Vous disiez à l'instant que le rôle du Représentant spécial est d'observer. Est-ce à dire que si, pendant le déroulement du scrutin, il y a des événements à même de fausser le résultat du scrutin, l'ONUCI n'interviendra pas pour mettre fin à ces événements là ? Je m'explique, prenons par exemple le cas d'une localité où il y a des actes qui empêchent les électeurs de s'exprimer, est ce que l'ONUCI n'interviendra pas pour mettre fin à ces événements ? Ou est-ce qu'elle se contentera d'attendre la fin du scrutin pour dénoncer ces faits ?

HT : Votre question me permet de clarifier notre position. Le rôle de sécurisations des élections est du ressort des Ivoiriens. Notre rôle est un rôle d'appui. Cela veut dire que nous intervenons, nous appuyons, nous soutenons à la demande de nos partenaires ivoiriens. Si le CCI estime qu'il a besoin de l'appui des Forces impartiales, cet appui lui est acquis et garantis. Et c'est ce que nous ferons aussi bien aux lieux de vote que dans d'autres endroits où se déroule le scrutin, lorsque notre appui sera sollicité, il sera accordé aux autorités ivoiriennes compétentes en l'occurrence au CCI chargé d'assurer la sécurité des élections.

Patrice Allegbe (Alerte Info) : vous aviez dit tout à l'heure que l'ONU encourageait les commissaires de la CEI à organiser la centralisation sous le sceau de la transparence. A ce niveau, est-ce que l'ONU a des inquiétudes ?

HT : Nous n'avons pas d'inquiétudes particulières. Nous faisons confiance à la CEI mais nous savons que la partie la plus importante du travail que nous faisons, ce sont les résultats. Et il faut que les résultats soient donnés de manière à n'inquiéter personne, à rassurer tout le monde et qu'ils soient surtout conformes démocratiques en vigueur. C'est la raison de cet appel. Nous

n'avons pas d'inquiétudes particulières, nous faisons confiance à la CEI et nous travaillons main dans la main avec la CEI. Il y a eu des commentaires au sujet de la structure chargée de centraliser les résultats et il était important que nous disions à la CEI que notre soutien lui est acquis dans ce domaine et nous l'encourageons à mettre en priorité la transparence et l'intégrité des résultats dans ses choix et dans ses démarches.

Z G (Fraternité Matin) : Quelle est l'appréciation de l'ONU relativement au fait qu'on assiste aujourd'hui à des gens qui déchirent les affiches des différents candidats sur les panneaux publicitaires. Pourtant au lancement des campagnes, l'ONUCI avait apprécié le bon déroulement des opérations. Quelle est l'appréciation de l'ONUCI aujourd'hui face à ces différents faits ?

HT : D'abord c'est un phénomène que l'on observe partout dans le cadre des élections. Cela ne veut pas dire que nous cautionnions cette pratique même si elle est pratiquement récurrente dans un contexte d'après crise. Nous sommes en train d'étudier l'ampleur. Le Représentant spécial a demandé que l'on voit un peu à travers toute la Côte d'Ivoire, l'ampleur de ces pratiques. Mais nous encourageons le civisme, nous encourageons le respect de l'adversaire, nous encourageons des attitudes qui ne donnent pas naissance ou qui ne donnent pas lieu à des affrontements entre militants des différents candidats. Donc nous appelons au calme là également mais nous sommes en train de voir l'ampleur du phénomène et nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter que de tels actes puissent conduire à des affrontements préjudiciables au bon déroulement du scrutin. Cela dit, notre appréciation de la campagne ne change pas ; de manière globale, on peut dire que cela se passe dans le respect de ce qui avait été conclu, même si par ailleurs on a noté ce que vous aviez qualifié d'actes consistant à déchirer les affiches de certains candidats.

HT : Merci beaucoup. Je vais maintenant céder le micro à M NGokwey qui comme je vous l'ai dit est le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la Côte d'Ivoire, il est coordonnateur résident du PNUD, il est coordonnateur humanitaire. Si j'oublie une casquette certainement qu'il va vous la donner parce que je sais qu'il fait plusieurs choses à la fois et je me demande toujours comment il fait.

NDolamb NGokwey : Je suis le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général, Je suis aussi Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Côte d'Ivoire. Je suis le coordonnateur humanitaire et finalement je suis le Représentant résident du PNUD. Mais je suis ici aujourd'hui en ma qualité de coordinateur du système des Nations unies. Je suis ici pour vous parler du lancement de la campagne de vaccination contre la poliomyélite et pour introduire le Docteur Ball qui est le Représentant résident de l'OMS en Côte d'Ivoire. Cette campagne contre la poliomyélite qui est un fléau dont nous connaissons tous les méfaits dévastateurs va être lancée du 26 au 29 octobre. Elle va couvrir 6.800.000 enfants de 0 à 59 mois. Il est important de signaler que cette campagne en Côte d'Ivoire fait en fait partie d'une stratégie régionale puisqu'elle va couvrir pratiquement tous les autres pays de la CEDEAO à l'exception de la Guinée Bissau et du Nigéria. Tous les autres pays seront

couverts puisque malheureusement le virus de la polio ne s'embarrasse pas de procédures de visa. Donc pour l'attaquer efficacement il faut couvrir toute la sous-région. C'est très important que la presse puisse contribuer à sensibiliser la population sur cette campagne. Je voudrais juste ici saluer la volonté politique des dirigeants nationaux et des dirigeants sous-régionaux qui ont adopté ces stratégies sous-régionales. Mais j'aimerais aussi saluer le leadership technique de l'OMS et aussi le partenariat d'autres agences telles que l'UNICEF et le soutien financier du Rotary et du Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta aux Etats-Unis. Et sans plus tarder je voudrais inviter le Docteur Ball qui est le représentant de l'OMS de vous donner un peu plus de détails techniques sur cette opération très importante.

HT : Merci beaucoup. Docteur Ball.

Dr Ball : Messieurs les journalistes, j'aimerais vous remercier d'être venus nombreux à cette conférence de presse parce que nous traitons d'un sujet extrêmement important. Et les journalistes ont un rôle important à jouer, un rôle d'information de la population, un rôle de plaidoyer, de communication, pour contribuer à une mobilisation sociale et amener les populations à prendre les comportements les meilleurs pour leur santé. Il s'agit aujourd'hui du lancement de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite. En réalité, ce sont les troisièmes journées de vaccination qui sont organisées contre la poliomyélite depuis le début de l'année et la particularité de ces journées, c'est que ce sont des journées synchronisées avec les autres pays de la sous-région pour que dans un mouvement d'ensemble, l'ensemble des pays organisent cette campagne de vaccination pour arriver à l'objectif mondial qui est celui de l'éradication de la poliomyélite. La poliomyélite, comme vous le savez, est une maladie virale qui cause d'énormes dégâts et comme pour toutes les maladies virales, il n'a pas de traitement spécifique. Le traitement d'une maladie virale, c'est la vaccination. Alors cette vaccination est une vaccination efficace qui va permettre de prévenir la maladie. Pourquoi fait-on des campagnes répétées ? On fait des campagnes répétées parce que la poliomyélite, même si des avancées importantes ont été notées, le nombre de cas de poliomyélite observés entre 1988 et maintenant a été divisé par 200. Il y a donc une baisse considérable. Mais tant qu'il y a des cas de poliomyélite, cette maladie n'est pas éradiquée. Parce que ce qu'il faut savoir, c'est que c'est une maladie qui est à transmission interhumaine. Le réservoir du virus, c'est l'homme. Donc si on parvient à vacciner tous les individus, le virus va disparaître et la polio va être, nous l'espérons, la seconde maladie qui va être éradiquée après la variole. Il y a d'autres maladies pour lesquelles l'OMS et les partenaires luttent pour l'éradication. Vous avez récemment entendu parler de la campagne organisée en ce qui concerne le ver de guinée qui est également une maladie qu'on espère va être éliminée bientôt. Mais la poliomyélite qui nous réunit aujourd'hui est une maladie extrêmement importante et nous espérons que tous ensemble nous allons arriver à son éradication. Qu'est-ce qui est attendu de vous messieurs les journalistes ? Ce qui est attendu de vous c'est que vous informiez la population pour qu'elle comprenne qu'il est de son intérêt de recevoir ceux qui viennent pour la vaccination. Cette campagne n'est pas une campagne qui va se faire dans les centres de santé en particulier. Elle ne va pas nécessiter un regroupement de personnes dans un lieu donné. C'est une

campagne qui va se faire de porte à porte. Il y a des milliers de personnes qui sont engagées, y compris des volontaires qui vont aller de maison en maison pour administrer le vaccin. C'est une administration qui se fait par voie orale. Les enfants de 0 à 59 mois, c'est-à-dire jusqu'à un peu moins de 5 ans vont recevoir le vaccin, l'avaler et puis, ils sont ainsi protégés. Alors nous vous demandons donc de bien vouloir à travers les journaux, à travers tous les moyens dont vous disposez d'informer la population pour les inviter à recevoir les personnes qui viennent délivrer le vaccin et à leur faire comprendre qu'il est important pour eux, pour leurs enfants, pour leur famille d'adhérer à cette campagne. Comme l'a dit monsieur le coordonnateur résidant du système des Nations Unies, c'est une campagne qui est organisée au niveau du système des Nations Unies, appuyée au niveau du système des Nations Unies par l'OMS et l'UNICEF. Et il ya également la participation de donateurs traditionnels qui sont engagés dans la lutte contre la poliomyélite, je veux citer en particulier le Rotary International qui est un partenaire de longue date contre la polio et puis le CDC Atlanta. Mais nous sommes en réalité tous des partenaires de la lutte contre la polio parce qu'il faut que nous soyons tous engagés, il faut que nous fassions tous un travail d'information, de sensibilisation pour que le monde soit débarrassé de cette maladie qui comme vous le savez peut avoir des séquelles extrêmement graves et qui durent malheureusement si elles arrivent toute la vie. Je suis à votre disposition si vous avez des questions ou des éclaircissements à demander.

HT : Merci Docteur. Alors des questions ?

Bah Mamadou (Attecoubé FM) : Bonjour Docteur Bah. C'est Bah Mamadou d'Attecoubé FM. Tout à l'heure vous avez parlé et une exception a été faite pour la Guinée Bissau et le Nigeria. Pourquoi ces deux pays ne sont pas avec vous dans cette journée de synchronisation ? Merci.

Dr Ball : L'OMS et ses partenaires estiment que la meilleure stratégie pour éradiquer la poliomyélite, ce sont les campagnes organisées de façon synchronisée. Il ya en plus de ces campagnes organisées de façon synchrone dans plusieurs pays, des activités de ratissage qui sont faites à chaque fois qu'un cas a été observé dans un pays. Alors le cas du Nigéria est un cas particulier parce que c'est l'un des pays pour l'instant endémique où on trouve encore des cas de poliomyélite où des activités de ratissage sont menées de façon régulière. Donc il n'y a pas d'inquiétude parce que le Nigeria est largement couvert. La Guinée Bissau, c'est un problème de logistique et d'organisation parce que la logistique n'a pas pu suivre en Guinée Bissau, c'est pour ça que malheureusement ils n'ont pas pu participer. Donc nous espérons qu'une campagne spécifique sera organisée en Guinée Bissau. Même si la situation en Guinée Bissau n'est pas grave parce que depuis plusieurs années, aucun cas de poliomyélite n'a été identifié dans ce pays.

BI : J'ai une préoccupation. J'aimerais savoir le nombre de cas de poliomyélite qui ont été détectés en Côte d'Ivoire depuis le début de l'année.

Dr Ball : Alors, aucun cas de poliomyélite n'a été diagnostiqué en Côte d'Ivoire depuis le début de l'année. Le dernier cas de poliomyélite en Côte d'Ivoire en

2009. Depuis 2009 il n'y a pas eu de nouveau cas diagnostiqués en Côte d'Ivoire. Mais le virus circule dans l'ensemble des pays de la région et très récemment on vient de diagnostiquer un nouveau cas de poliomyélite au Liberia. Ce cas a été confirmé par le laboratoire de l'Institut Pasteur ici à Abidjan et des études complémentaires auprès du virus sont en cours en Afrique du Sud parce qu'il y a plusieurs étapes dans le diagnostique de la poliomyélite. Le laboratoire de l'Institut Pasteur d'Abidjan a confirmé qu'il s'agissait bien de la poliomyélite. Maintenant on va faire en Afrique du Sud ce qu'on appelle un séquençage génétique, c'est-à-dire préciser exactement le type de virus. On va savoir si c'est un virus qui ressemble au virus qu'on a trouvé antérieurement dans la région ou est-ce que c'est un virus qui ressemble à ce qu'on a pu trouver dans d'autres pays comme au Nigeria ou en Angola ou dans d'autres pays. Ceci est important pour l'organisation de la riposte. Ceci veut dire qu'il y a une nécessité d'organiser la campagne en Côte d'Ivoire même si on n'a pas trouvé de cas récemment.

Ange Hermann Gnanih (TV5 Monde): Je voudrais savoir, qu'est-ce qui fait que voici plusieurs années qu'on nous annonce l'éradication de la polio mais on n'y arrive pas. Et pourtant il ya de grandes actions qui ont été menées et de nouvelles stratégies ont été mises en place, notamment le porte à porte qui a été une des stratégies de mobilisation sociale très efficace mais on ne comprend pas pourquoi depuis des années on nous annonce l'éradication et elle n'arrive jamais. Est-ce par manque de volonté politique, est-ce que c'est parce que les stratégies ne sont pas bien peaufinées ou du fait des crises répétitives aussi sur le continent ?

Dr Ball : Alors l'éradication veut dire qu'il y ait zéro cas. Vous savez dans la lutte contre la maladie il ya plusieurs objectifs. Dans certains cas, on parle d'élimination. Quand on dit élimination, c'est arriver à peu près à un cas pour 10 000, un cas pour 5000 en fonction des cas. A titre d'exemple, une maladie vieille comme le monde comme la lèpre, l'objectif pour l'instant décidé par l'OMS et les pays membres c'est l'élimination de la lèpre. C'est-à-dire qu'on arrive à moins d'un cas pour 10.000 habitants. Alors on parle également de contrôle ; c'est-à-dire que la maladie soit continue et qu'il n'y ait pas de grandes épidémies. C'est l'objectif actuellement pour une maladie comme la rougeole pour laquelle on n'a même pas encore atteint l'objectif d'élimination. L'objectif ultime, c'est d'arriver à l'éradication. C'est-à-dire qu'il n'y ait plus absolument aucun cas dans le monde entier. Donc c'est un objectif important, malheureusement qui est difficile à atteindre. Parce que tant qu'il y a un seul cas dans le monde de polio, l'objectif d'éradication n'est pas atteint. Alors les campagnes sont en train d'être menées, les stratégies sont en train d'être affinées. Mais tout est difficile. Je vais vous donner un exemple. Pour protéger les enfants contre la polio, il faudrait que tous les enfants soient vaccinés. Alors ils reçoivent le vaccin contre la polio trois fois et il faudrait que le pourcentage d'enfants vaccinés atteigne idéalement 95%. C'est-à-dire que 95% des enfants aient reçu la troisième dose de vaccin contre la poliomyélite. Quand on regarde en Côte d'Ivoire, le taux d'enfants ayant reçu la troisième dose de vaccin contre la poliomyélite est d'environ 70%. Alors ceci est dû à plusieurs choses. Parce que les parents n'amènent pas les enfants dans les centres de santé parce qu'il ya des problèmes de logistique, parce qu'il y a des problèmes organisationnels

mais je puis vous dire que l'ensemble des pays africains au niveau les plus élevés, des responsables ont manifesté un engagement politique et pour apporter l'appui nécessaire pour s'engager dans la lutte avec l'appui des partenaires. L'appui politique, l'engagement politique ne fait pas défaut mais c'est un objectif difficile pour lequel on a beaucoup avancé mais il ya encore du travail à faire. Alors c'est pour cela qu'à chaque fois que la communauté internationale voit que la situation l'exige, elle organise une campagne. C'est pour cela qu'elle ne tient pas compte des événements qui se passent dans un pays ou dans un autre, par exemple ici la campagne électorale. Mais l'OMS et ses partenaires ont estimé qu'il était important à cette période d'organiser ces journées synchronisées de vaccination pour faire un pas de plus contre la polio. Nous espérons que l'année prochaine on va arriver à l'objectif mais personne ne peut le garantir à l'avance. Il faut qu'il y ait zéro cas pour parler d'éradication.

HT : Merci Docteur. Merci mesdames et messieurs. On se voit jeudi pour le dernier point de presse avant l'élection.

Pour toute information supplémentaire, prière de contacter:

Hamadoun Touré, Porte-parole

Tél. : +225-06203305 ; Portable : + 225-05990075 ; Fax : +225-020235107

Email: hamadoun@un.org.

<http://www.onuci.org>